



Communiqué de presse

17 septembre 2018

Intérieur et Justice épargnés, l'Éducation sacrifiée

Laurence Guillermou
chargée de
communication

T : 01 43 57 16 16
M : 06 82 81 40 82

108/110, avenue Ledru-Rollin
75544 Paris Cedex 11

Jean-Michel Blanquer vient d'annoncer, hier dans la presse, la suppression de 1 800 postes au sein de l'Éducation nationale. Seront concernés les services administratifs et les postes du secondaire.

L'obsession de la réduction des coûts du gouvernement prend une nouvelle fois le pas sur les besoins éducatifs du pays : comment prétendre vaincre l'échec scolaire ou le décrochage en supprimant autant d'adultes dans les établissements, en laissant les jeunes sans encadrement suffisant ?

Comment le ministre pense-t-il sincèrement faire face à la pénurie d'enseignants que les parents d'élèves constatent chaque jour sur le terrain en imposant des heures supplémentaires aux enseignants en poste ?

Le gouvernement en place nous fait croire depuis des mois qu'il fait de l'éducation, sa priorité. Illusion au vu de ses décisions concernant les créations de postes pour la justice et l'intérieur. L'école de la République pour former des citoyens ne peut voir ses crédits diminuer alors que l'intérieur et la justice en charge du respect de la loi mais également de la répression voient leurs crédits augmenter !

Monsieur le ministre de l'Éducation nationale, l'avenir de nos enfants ne se monnaie pas à coup d'heures supplémentaires, imposées, mieux rémunérées et défiscalisées.

L'avenir de nos enfants ne pourra se construire sereinement qu'avec des adultes formés en nombre suffisant, considérés et non épuisés par leur métier.